



Haïti : Pssst! Ici, on est en démocratie

Par [Franck Seguy](#)

Mondialisation.ca, 08 juin 2009

8 juin 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#)



“Ici, on est en démocratie. Apprenez-le une fois pour toute! Le droit de manifester dans les rues n’existe pas!” C’est le jeudi 4 juin 2009. Cent deux années après la naissance de Jacques Roumain, l’auteur de *Gouverneurs de rosée*, celui-là même qui avait déclaré : “Je suis communiste. Personne ne peut me ravir ce droit”.

Jeudi 4 juin 2009, des organisations du secteur populaire dont Batay Ouvriye et le Syndicat des travailleurs enseignants universitaires haïtiens (Sendika Travayè Anseyan Inivèstè Ayisyen, STAIA de son vrai nom en créole haïtien) ont appris par lettre non signée de la Minustah, via la Police nationale, qu’elles n’ont pas le droit de réaliser leur sit-in annoncé le vendredi 5 juin. Visiblement, ces organisations avaient oublié qu’elles sont encore en démocratie en Haïti. C’est-à-dire que seuls les bourgeois ont et peuvent avoir des droits.

C’est depuis le mois de mai dernier qu’un bras de fer ouvert oppose le secteur ouvrier et populaire au secteur industriel et bourgeois en général, via son état et son Chef d’état. Il s’agit de la loi sur le salaire minimum adoptée par le Parlement que le Chef de l’état bourgeois doit faire promptement promulguer au journal officiel. Et en vertu de laquelle les ouvriers recevront désormais 200 gourdes (3,77 euros) au lieu des 70 gourdes (1,32 euro) qu’on leur offre par journée de travail depuis 6 ans.

C’était en mars 2007 qu’un député, Steven Benoit, avait déposé par devant ses collègues une proposition de loi les invitant à élever le salaire de l’ouvrier haïtien à 250 gourdes. Malgré toute la dévaluation qu’a déjà subie la gourde entre temps, malgré l’inflation galopante enregistrée sur le coût des nécessités basiques pour la reproduction de la force de travail, 26 mois après, le Parlement a quand même estimé nécessaire de revoir à la baisse les 250 gourdes. Mais voilà exactement plus d’un mois aujourd’hui que le vote est donné, la loi à promulguer boit encore de l’alcool sur les pupitres du bureau de Préval. Ce

dernier en bon démocrate, s’amuse à faire passer le temps épuisant la patience des ouvriers en convoquant rencontre sur rencontre avec certains parlementaires et ses patrons du secteur privé autour de cette loi. Pour quoi faire? Il est le seul à pouvoir le dire, car la loi lui dicte déjà ce qu’il reste à faire en la matière.

Les étudiants progressistes de l’Université d’état d’Haïti, unique université publique du pays, n’ont pas toute cette patience. Par deux fois la semaine dernière, ils ont manifesté pour exiger la promulgation de la nouvelle loi sur le salaire minimum. Mercredi 3 juin, avec une répression d’une rare intensité, la Minustah et une brigade spécialisée de la Police nationale haïtienne avaient, en réponse, tout balayé sur leur passage. Mais il a fallu la journée du jeudi 4 juin pour que les étudiants se rendent compte que la répression bourgeoise ne connaît de limites que celles momentanées de la technologie et de l’industrie de l’armement elles-mêmes.

Des gaz lacrymogènes les plus toxiques dont dispose la force d’occupation et qui n’avaient pas encore été testés en Haïti ont été utilisés. Tout ceci pour empêcher que des manifestants pacifiques et mains nues ne défilent dans les rues. Le bilan est bien lourd: plusieurs arrestations dans le rang des étudiants, plusieurs personnes suffoquées et évacuées par la croix-rouge, un étudiant atteint d’une balle à la tête, un enfant mort par asfixion ... L’espoir de Préval, de Michèle Pierre-Louis et de leurs patrons bourgeois-grandons criminels c’est de réussir à intimider les étudiants jusqu’à leur faire rentrer dans leur coquille. Question d’étouffer les revendications ouvrières. C’est oublier que cette coquille, longtemps brisée, n’existe plus.

Le capitalisme haïtien dans sa version néolibérale, en réalité néocoloniale – puisqu’il n’a jamais été libérale – s’attaque à toutes âmes qui vivent. Depuis le mois d’avril, les étudiants de la Faculté de Médecine de Pharmacie (FMP) croisent le fer avec leur décanat. Certaines données essentielles demeurent floues pour l’observateur externe. On sait néanmoins qu’il s’agirait de quelques mesures rétrogrades annoncées sous couvert de “réforme”, mais dont le véritable but est celui de refaire de la faculté la chasse-gardée des fils de bourgeois, de préférence les mûlatres qui l’auraient abandonnée depuis qu’elle est devenue accessible également aux filles et fils de paysans. Ce qui correspond un peu à la philosophie traditionnelle des futurs médecins haïtiens qui généralement ne se conçoivent pas comme des étudiants comme tous les autres. N’en parlons pas de se mêler au “gros” peuple.

Toutefois, leurs revendications n’ont pas manqué d’énerver les autorités qui, pour traiter avec eux, dépêchent quotidiennement sur les lieux des agents d’unités spécialisées de la Police nationale et de la Minustah. Jusqu’à présent, l’usage de gaz lacrymogènes ultratoxiques – et leurs armes de guerres, quand il le faut – est la seule formule de négociations que la Minustah utilise jusqu’ici. Mais, si les étudiants des facultés de sciences sociales et humaines manifestent en solidarité avec les ouvriers qui subissent l’humiliation des patrons d’usines de sous-traitance, lesquels ouvriers n’ont pas le temps eux-mêmes de gagner les rues, les étudiants de la FMP ne semblent pas encore discerner les liens qui unissent leurs revendications à la condition ouvrière. Sans doute, ils n’ont pas encore compris que le même capitalisme néocolonial qui refuse un salaire de misère aux ouvriers est le même qui cherche à revoir à la baisse leur formation médicale pour en faire des médecins allégés et au rabais.

Ces deux situations sont relatées ici pour dire qu’en Haïti, les marrons de la liberté (ceux qui avaient combattu l’armée de Napoléon venue rétablir l’esclavage en 1802), s’ils sont déclarés morts, ne sont pas tout-à-fait enterrés. Et que le soleil luit encore sur leur tradition

de luttes.

En avril 2008, c'était pour protester contre le prix intenable du panier de la ménagère - et du menager pourquoi pas? - que les affamés et leurs alliés avaient gagné les rues. Leurs manifs en cascade avaient fait rapidement tomber le gouvernement d'alors. Il est d'une importance fondamentale de comprendre que l'ennemi, ce n'est ni le gouvernement ni le chef de l'état. Eux ne sont que des exécutifs et exécutants du grand comité qui gère les affaires privées de toute la classe des vrais ennemis: les bourgeois-grandons. Il y a ici une erreur à ne pas reproduire en convergeant les énergies contre les exécutants oubliant l'ennemi principal que sont les grandons-bourgeois.

Depuis la première manif de mercredi c'est tout l'arsenal idéologique bourgeois qui est mobilisé. Actuellement les bourgeois-grandons se battent comme monsieur diable dans un bénitier à la recherche de "contre-manifestants" qu'ils souhaitent dépêcher dans les rues en face des manifestants. L'objectif est clair: provoquer des chocs qui permettra de procéder à encore plus d'arrestations dans les deux camps mais à des emprisonnements dans le camp des étudiants et des ouvriers. Déjà, plus d'une quarantaine de jeunes arrêtés la semaine dernière croupissent en prison pour le seul crime est d'avoir osé manifester en pleines rues contrôlées par les gardiens de la démocratie made-in-Onu et administrée par la Minustah. Mais à l'heure actuelle, personne ne peut réellement dire combien de jeunes croupissent en tôle puisque depuis le mercredi 3 juin, tout jeune surpris dans les rues avec une carte marquée "étudiant" est immédiatement appréhendé sans aucune forme de procès.

Il y a, pour l'heure, une manche que les grandons-bourgeois cherchent à gagner dans cette bataille: c'est celle de criminaliser les manifestants. En attendant de réussir à organiser des "contre-manifestations", (ce qu'ils réussissent habituellement avec facilité en instrumentalisant un soi-disant "front d'étudiants" ou une prétendue organisation de "jeunes démocrates"), ils ont pu obtenir des gens à leur solde pour infiltrer les manifs, se faisant passer pour étudiants puis briser quelques vitres de voitures dont une appartenant à un média clairement identifié. Les médias n'en demandaient pas mieux. Ils n'attendaient que ça pour titrer à leur Une " étudiants ou casseurs?" et tout autres titres du même genre capables de suggérer que les étudiants sont des casseurs. C'est ainsi qu'ils espèrent réussir à prioriser la discussion oiseuse sur quelques vitres brisées au dépend de l'urgence de publier au plus vite la loi sur le salaire minimum dont dépendent des centaines de milliers de vies humaines.

L'autre fait qui inquiète, c'est le silence des organisations qui s'auto-proclament de défense de droits humains. Des dizaines de jeunes croupissent en prison contre lesquels on ne retient aucune charge sinon que celle d'avoir osé exprimer leur ras-le-bol de la bourgeoisie grandomarchique en pleines rues. Les commissariats refusent de recevoir même la nourriture apportée par les parents. Il paraît que lesdites organisations de droits humains n'y voient aucune violation d'aucun droit. En fait, ce silence n'étonne que celles et ceux qu'il peut étonner. Qui ne savent pas ce que c'est que les droits humains et les organisations de droits humains en régime capitaliste.

En élevant le salaire minimum à 200 gourdes (4,76 dollars), le Parlement ne fait qu'inviter les bourgeois-grandons à mieux exploiter les ouvriers. En revendiquant ce salaire, les organisations ouvrières et leurs alliés ne font pas mieux que d'ajouter leur consentement à ce cadre d'exploitation en le légitimant. En le refusant, les bourgeois-grandons envoient un message clair: ils ne changeront pas leur situation et statut de courtiers du capital étranger pour celui de capitalistes autonomes qu'on veut leur imposer.

Dans le froid cynisme des bourgeois-grandons, il y a une leçon à apprendre. Un pas à franchir. Une opportunité à saisir. Que les organisations du secteur populaire et progressiste ne devraient pas rater d'attraper au vol. De radicaliser la guerre des classes. Car, le résultat c'est la construction du communisme et de la libre individualité pour laquelle Dessalines et nos ancêtres avaient fait 1804.

Franck Séguy est sociologue et militant l'organisation universitaire ASID - Asosyasyon Inivèsité ak Inivèsitèz Desalinyèn.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Franck Seguy](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Franck Seguy](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca